

Considérant, dès lors, qu'il importe d'assurer la permanence du droit reconnu à ces travailleurs par l'article 109, § 1, 7^o, de la loi du 22 janvier 1985 précitée en prolongeant au delà du 1^{er} janvier 1987, l'application de l'arrêté royal du 16 juin 1986 précité;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 16 juin 1986 fixant à titre provisoire les modalités d'octroi du congé-éducation payé aux travailleurs qui préparent et présentent des examens au jury d'Etat, les mots « de l'année civile 1986 » sont remplacés par les mots « des années civiles 1986 et 1987 ».

Art. 2. Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « le 1^{er} janvier 1987 » sont remplacés par les mots « le 1^{er} janvier 1988 ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1987.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Overwegende dat het nodig is om de uitoefening van het bij artikel 109, § 1, 7^o, van de voormelde wet van 22 januari 1985 aan deze werknemers toegekend recht op permanente wijze te waarborgen, door de toepassing van het voormeld koninklijk besluit van 16 juni 1986 te verlengen na 1 januari 1987;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 juni 1986 waarbij de toepassingsregels voor toekenning van betaald educatief verlof aan werknemers die examens voor de centrale examencommissie voorbereiden en afleggen voorlopig worden bepaald worden de woorden « van het kalenderjaar 1986 » vervangen door de woorden « van de kalenderjaren 1986 en 1987 ».

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de woorden « op 1 januari 1987 » vervangen door de woorden « op 1 januari 1988 ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling,
M. HANSENNE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE

F. 87 — 665

31 DECEMBRE 1986. — Arrêté ministériel portant exécution des articles 4, § 2 et 5, § 3 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et la Tutelle,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, § 3 et l'article 6, § 1er, IV;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. Bénéficiaire.

Toute institution de crédit définie à l'article 1er, 4^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail.

2. Assuré.

Toute personne physique visée à l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail.

3. Travail à temps réduit.

L'emploi correspondant à la moitié d'un emploi à temps plein au moins et répondant aux conditions prévues par l'article 171 *sexies* de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, inséré par l'arrêté royal du 3 juillet 1985.

4. Mise en disponibilité.

La position de non-activité du titulaire d'un emploi de caractère statutaire :

1^o par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;

2^o pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité.

5. Revenus professionnels bruts.

Pour l'application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, il faut entendre par revenus professionnels bruts, la moyenne mensuelle des revenus professionnels bruts des trois derniers mois complets de travail ou de capacité de travail en ce qui concerne les salariés et les agents statutaires et la moyenne mensuelle du revenu professionnel brut du dernier exercice comptable clôturé figurant sur la déclaration fiscale en ce qui concerne les indépendants.

Art. 2. L'assurance a pour objet le remboursement, au bénéficiaire, des charges décrites à l'article 3 se rapportant à la période durant laquelle l'assuré perd ses revenus professionnels, pour cause de chômage, de mise en disponibilité ou d'incapacité de travail.

Art. 3. Par charges, il faut entendre exclusivement l'ensemble des charges financières dont les assurés sont redevables au cours d'une année de couverture en raison du prêt hypothécaire et de l'assurance-vie qui est y éventuellement liée.

Ces charges comprennent :

1. en cas de prêt assorti d'une assurance-vie mixte :
 - les intérêts à payer selon les échéances fixées dans l'acte de prêt;
 - la prime ou les parties de prime pour l'assurance-vie mixte;
2. dans les autres cas :
 - les intérêts à payer selon les échéances fixées dans l'acte de prêt;
 - le remboursement ou la reconstitution du capital;
 - la prime ou les parties de prime pour l'assurance-vie éventuelle.

Art. 4. Pour chaque assuré, la couverture prend cours à la date du premier prélèvement sur le prêt hypothécaire pour autant que ce prélèvement ait lieu après l'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail.

L'année d'assurance s'étend, pour chaque assuré, sur une période de douze mois prenant cours à la date de prise d'effet de la couverture et à chaque échéance annuelle de celle-ci.

L'assurance prend fin cinq ans après le début de la couverture et au plus tard à l'âge normal de la pension légale des assurés sans préjudice des cas énumérés à l'article 8 du présent arrêté.

Art. 5. § 1er. Le bénéfice de la couverture est octroyé aux personnes qui, au moment où l'assurance leur est applicable :

- occupent un emploi dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée, en qualité d'ouvrier ou d'employé, à temps plein ou à temps réduit et ont terminé la période d'essai ou de stage éventuelle;
- ou sont titulaires d'un emploi en qualité d'agent définitif d'une administration ou d'une institution publique ou assimilée et ont terminé la période de stage éventuelle;
- ou exercent une profession, à titre principal, en qualité de travailleur indépendant et sont assujetties à un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité en application du chapitre 1er de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

§ 2. Les assurés doivent, en outre, répondre aux conditions suivantes :

- a) être aptes au travail;
- b) avoir conclu un prêt hypothécaire, auprès d'une institution de crédit visée à l'article 1er, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail; ce prêt doit répondre aux conditions énumérées à l'article 3 du même arrêté de l'Exécutif;
- c) figurer dans l'acte de prêt comme débiteur à titre principal des charges ou comme codébiteur solidaire et/ou indivisible de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement.

§ 3. En cas de changement de régime professionnel, l'intervention de l'assureur rest acquise et se fera en fonction du régime en vigueur au moment de la demande d'intervention.

Art. 6. Sous réserve des dispositions prévues à l'article 7 au sujet du délai d'attente, l'intervention de l'assureur est égale à 1/12e des charges annuelles par mois civil complet de chômage, de mise en disponibilité ou d'incapacité de travail. Pour les parties de mois, aucune intervention n'est due par l'assureur.

Art. 7. § 1er. Par délai d'attente, il y a lieu de comprendre la période prenant cours le premier jour du mois suivant celui de la perte de l'emploi, de la mise en disponibilité ou de la survenance de l'incapacité de travail et prenant fin le dernier jour du troisième mois civil qui suit.

Lorsque la durée du chômage, de la mise en disponibilité ou de l'incapacité de travail est inférieure ou égale au délai d'attente, aucun paiement n'est dû par l'assureur pour cette période.

§ 2. Si la durée du chômage ou de la mise en disponibilité est supérieure au délai d'attente, l'intervention de l'assureur est égale à 2/12e des charges annuelles décrites à l'article 3, pour les deux derniers mois calendrier dudit délai.

Si, entre deux périodes de chômage ou de mise en disponibilité dont la première a donné lieu à une intervention de l'assureur, il s'est écoulé moins de trois mois, le délai d'attente n'est pas appliqué pour cette nouvelle période.

§ 3. Si la durée de l'incapacité de travail ou de la mise en disponibilité est supérieure au délai d'attente, l'intervention de l'assureur est calculée comme suit :

- pour les salariés : 1/12e des charges annuelles pour le dernier mois calendrier du délai d'attente;
- pour les agents statutaires et les indépendants : 2/12e des charges annuelles pour les deux derniers mois calendrier du délai d'attente.

Si, entre deux périodes d'incapacité de travail ou de mise en disponibilité dont la première a donné lieu à une intervention de l'assureur, il s'est écoulé moins de trois mois, le délai d'attente n'est pas appliqué pour cette nouvelle période.

§ 4. Lorsque les conjoints ou lorsque deux personnes vivant maritalement sont débiteurs des mêmes charges hypothécaires et lorsque l'un d'eux perd ses revenus pour les causes visées par le présent arrêté, l'intervention de l'assureur est calculée au prorata de la part que représente le revenu professionnel perdu dans le total des revenus professionnels bruts du ménage, compte tenu des revenus de remplacement.

§ 5. La couverture est acquise pour les seules périodes de chômage, de mise en disponibilité ou d'incapacité de travail prenant cours avant l'expiration de la période de cinq ans visée à l'article 4.

L'assurance continue à produire ses effets, dans les limites dudit article, pour toute période de chômage, de mise en disponibilité ou d'incapacité de travail ayant pris cours pendant la période de cinq ans et se prolongeant sans interruption au-delà de cette dernière.

Art. 8. Le droit aux prestations garanties prend fin :

- lorsque le montant maximum de l'intervention de l'assurance prévu à l'article 5, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, est atteint;
- lors du décès de l'assuré.

En cas de décès de l'un des conjoints assurés ou de l'une des deux personnes vivant maritalement et débiteurs des mêmes charges, l'intervention de l'assurance aura pour objet le remboursement des charges hypothécaires dues par le survivant, au prorata de la part que représente ses revenus dans le total des revenus professionnels bruts du ménage avant le décès;

— en cas de remboursement total du prêt.

Art. 9. La garantie de la police ne s'applique pas à une incapacité de travail résultant :

a) d'un accident ou d'une maladie non contrôlable par examen médical ou liée à une affection nerveuse ou mentale ne présentant pas de symptômes objectifs, sauf si leur réalité est manifeste et reconnue à la fois par le médecin traitant et le médecin de l'assureur;

b) de maladie ou d'accidents survenus à l'assuré :

1. en état d'ivresse, d'intoxication alcoolique ou sous l'influence de drogues, narcotiques ou stupéfiants utilisés sans prescriptions médicales, à moins que :

— l'assuré ne prouve qu'il n'existe aucune relation causale entre la maladie ou l'accident et ses circonstances;

— l'assuré fournisse la preuve qu'il a utilisé par ignorance des boissons ou stupéfiants ou qu'il s'y est vu obligé par un tiers.

2. par l'alcoolisme direct ou indirect, la toxicomanie ou l'usage abusif de médicaments;

c) d'un acte de malveillance de l'assuré;

d) de mutilations volontaires ou d'une tentative de suicide;

e) d'un événement de guerre, que l'assuré y soit soumis en qualité de civil ou de militaire; de troubles civils ou d'émeutes, sauf lorsque l'assuré n'y a pas pris une part active ou qu'il s'est trouvé dans un cas de légitime défense;

f) de la pratique, en tant que professionnel, d'un sport quelconque;

g) de la participation à une compétition sportive entraînant l'usage de véhicules à moteur;

h) des sports d'hiver pratiqués en compétition;

i) de l'effet direct ou indirect des substances radioactives ou des procédés d'accélération artificielle des particules atomiques;

j) de crimes ou tentatives de crimes;

k) d'actes téméraires, de paris ou défis;

l) d'une maladie professionnelle ou d'un accident de travail dans le cas des travailleurs salariés et des personnes sous statut.

L'assurance est suspendue pendant le congé légal de maternité et pendant les interruptions de carrière.

En cas d'incapacité de travail se prolongeant au-delà de ces périodes, la couverture sort normalement ses effets.

Art. 10. Nonobstant l'exclusion prévue au littéra g de l'article 9, les incapacités de travail résultant de l'usage par l'assuré de tous moyens de transports terrestres, fluviaux, maritimes et aériens, sont garanties.

En ce qui concerne les transports aériens, sont exclusivement garanties les incapacités de travail qui résulteraient de l'usage, par l'assuré, en qualité de passager, de tous avions, hydravions ou hélicoptères, dûment autorisés au transport de personnes, pour autant que l'assuré ne fasse pas partie de l'équipage ou n'exerce, au cours du vol, aucune activité professionnelle ou autre en relation avec l'appareil ou le vol.

Art. 11. Les prestations visées à l'article 6 et qui sont la conséquence d'une incapacité de travail, ne sont accordées que sous réserve du droit, pour l'assureur, de faire contrôler, le cas échéant, par un médecin agréé par lui, l'aptitude au travail de l'assuré.

En cas de désaccord entre le médecin de l'assuré et celui de l'assureur, les parties intéressées choisiront un troisième médecin pour les départager. Faute d'entente sur cette désignation, le choix sera fait par le Président du Tribunal de Première Instance du domicile de l'assuré. Le troisième médecin tranchera irrévocablement et sans recours. Les frais de la désignation du troisième médecin et le règlement de ses honoraires seront supportés pour moitié par les deux parties.

Art. 12. L'assureur est subrogé dans tous les droits et actions des assurés contre toute personne responsable d'un sinistre donnant lieu à une intervention à quelque titre que ce soit.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1986.

Bruxelles, le 31 décembre 1986.

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et la Tutelle,
A. DALEM

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 87 — 665

31. DEZEMBER 1986. — Ministerialerlass zur Ausführung der Artikel 4, § 2 und 5, § 3 des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen insbesondere des Artikels 1, § 3, und des Artikels 6, § 1, IV;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit,

Beschliesst der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die wallonische Region :

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. *Berechtigte.*

Jegliche Kreditanstalt, die in Artikel 1, 4, des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit bestimmt ist.

2. Versicherungsnehmer.

Jegliche natürliche Person, die in Artikel 3 des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit erwähnt ist.

3. Teilzeitbeschäftigung.

Eine Beschäftigung, die mindestens der Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung entspricht und, die die Bedingungen erfüllt, die in Artikel 171sexies des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 bezüglich der Beschäftigung und der Arbeitslosigkeit, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 3. Juli 1985, vorgesehen sind.

4. Versetzung in den Wartestand.

Der Zustand der Nichtbeschäftigung des Inhabers einer Beschäftigung mit statutarischem Charakter :

1° durch Beschäftigungsenthebung im Interesse des Dienstes;

2° wegen Krankheit oder Gebrechen, die nicht zu endgültiger Dienstunfähigkeit führen, sondern die Abwesenheiten verursachen, deren Dauer die der Beurlaubung wegen Krankheit oder Gebrechen übersteigt.

5. Berufliche Bruttoeinkommen.

Für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit versteht man, was die Lohnempfänger und die statutarischen Bediensteten anbelangt, unter beruflichem Bruttoeinkommen den Monatsdurchschnitt der beruflichen Bruttoeinkommen der drei letzten vollständigen Arbeitsmonate oder der drei letzten Monate von Arbeitsfähigkeit und, was die Selbständigen anbelangt, den Monatsdurchschnitt des beruflichen Bruttoeinkommens des letzten abgeschlossenen Rechnungsjahres, das auf der Steuererklärung steht.

Art. 2. Gegenstand der Versicherung ist es, dem Versicherungsberechtigten die in Artikel 3 beschriebenen Lasten bezüglich der Periode, in der der Versicherungsnehmer sein Berufseinkommen wegen Arbeitslosigkeit, Versetzung in den Wartestand oder Arbeitsunfähigkeit verliert, zurückzuerstatten.

Art. 3. Unter Lasten muss man ausschliesslich die gesamten finanziellen Lasten verstehen, welche die Versicherungsnehmer im Laufe eines Deckungsjahres aufgrund des Hypothekendarlehens und der eventuell dazugehörenden Lebensversicherung schulden.

Die Lasten bestehen :

1. im Falle eines mit einer gemischten Lebensversicherung gekoppelten Darlehens :

- aus den Zinsen, die nach den im Darlehensvertrag festgelegten Fristen zu zahlen sind;
- aus der Prämie oder den Prämienteilen für die gemischte Lebensversicherung;

2. in den anderen Fällen :

- aus den Zinsen, die nach den im Darlehensvertrag festgelegten Terminen zu zahlen sind;
- aus der Rückerstattung oder der Wiederherstellung des Kapitals;
- aus der Prämie oder den Prämienteilen für eine eventuelle Lebensversicherung.

Art. 4. Für jeden Versicherungsnehmer beginnt die Deckung zum Zeitpunkt des ersten Abzugs vom Hypothekendarlehen, insofern der Abzug nach der Inkrafttretung des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit erfolgt.

Das Versicherungsjahr erstreckt sich für jeden Versicherungsnehmer über eine zwölfmonatige Periode, die zum Zeitpunkt der Inkrafttretung der Deckung und zu jedem Fälligkeitstermin der letzteren beginnt.

Die Versicherung endet fünf Jahre nach Beginn der Deckung und spätestens mit dem üblichen Alter der gesetzlichen Pension, unbeschadet der in Artikel 8 vorliegenden Erlasses aufgezählten Fälle.

Art. 5. § 1. Der Nutzen der Deckung wird den Personen gewährt, die zum Zeitpunkt, in dem die Versicherung auf sie anwendbar ist :

- eine Vollzeit- oder Teilzeitstellung im Rahmen eines befristeten Vertrages als Arbeiter oder Angestellter innehaben und die eventuelle Probezeit oder das Praktikum beendet haben;
- oder Inhaber einer Stellung als definitive Bedienstete einer Verwaltung oder einer öffentlichen oder gleichgestellten Einrichtung sind oder das eventuelle Praktikum abgeschlossen haben;
- oder einen Hauptberuf als selbständige Arbeiter ausüben und in Anwendung von Kapitel 1 des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Organisation des sozialen Statuts der selbständigen Arbeiter einem System von Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität unterworfen sind.

§ 2. Die Versicherungsnehmer müssen zudem folgenden Bedingungen nachkommen :

- a) arbeitsfähig sein;
- b) ein Hypothekendarlehen bei einer Kreditanstalt abgeschlossen haben, die in Artikel 1, 4, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit erwähnt wird;
- c) auf dem Darlehensvertrag als hauptsächliche Schuldner der Lasten oder als solidarischer und/oder unteilbarer Mitschuldner seines/ihrer Ehegatt(en) in oder der Person, mit der er in einem eheähnlichen Verhältnis lebt, stehen.

§ 3. Bei Änderung des Berufssystems bleibt die Beteiligung des Versicherungsträgers weiterhin bestehen und zwar aufgrund des zum Zeitpunkt des Antrages auf Beteiligung geltenden Systems.

Art. 6. Unbeschadet der in Artikel 7 über die Wartefristen vorgesehenen Bestimmungen entspricht die Beteiligung des Versicherungsträgers 1/12 der nach vollen Kalendermonaten Arbeitslosigkeit, Wartestand oder Arbeitsunfähigkeit berechneten Jahreslasten. Für Teile des Monats ist der Versicherungsträger nicht zur Beteiligung verpflichtet.

Art. 7. § 1. Unter Wartefrist ist die Periode zu verstehen, die am ersten Tag des Monats beginnt, der dem Verlust der Arbeitsstelle, der Versetzung in den Wartestand oder des Auftretens der Arbeitsunfähigkeit folgt und der am ersten Tag des darauffolgenden dritten Kalendermonats endet. Wenn die Dauer der Arbeitslosigkeit, der Versetzung in den Wartestand oder der Arbeitsunfähigkeit unter der Wartefrist liegt oder wenn sie der Wartefrist entspricht, ist der Versicherungsträger für diese Periode keinerlei Zahlung schuldig.

§ 2. Wenn die Dauer der Arbeitslosigkeit oder der Versetzung in den Wartestand länger als die Wartefrist ist, so beträgt die Beteiligung des Versicherungsträgers für die zwei Kalendermonate der diesbezüglichen Frist 2/12 der in Artikel 3 beschriebenen Jahreslasten.

Wenn zwischen zwei Perioden der Arbeitslosigkeit oder der Versetzung in den Wartestand, deren erste eine Beteiligung des Versicherungsträgers veranlasst hat, weniger als drei Monate vergehen, wird die Wartefrist nicht für diese neue Periode angewandt.

§ 3. Wenn die Dauer der Arbeitsunfähigkeit oder der Versetzung in den Wartestand länger als die Wartefrist ist, wird die Beteiligung, wie folgt berechnet :

- für die Lohnempfänger : 1/12 der Jahreslasten für den letzten Kalendermonat der Wartefrist;
- für die statutarische Bediensteten und die Selbständigen : 2/12 der Jahreslasten für die zwei letzten Kalendermonate der Wartefrist.

Wenn zwischen zwei Perioden der Arbeitsunfähigkeit oder der Versetzung in den Wartestand, deren erste eine Beteiligung des Versicherungsträgers veranlasst hat, weniger als drei Monate vergehen, wird die Wartefrist nicht für diese neue Periode angewandt.

§ 4. Wenn die Ehepartner oder die Personen, die in einem eheähnlichen Verhältnis leben, Schuldner derselben Hypothekenlasten sind und wenn einer der Partner sein Einkommen aus den im vorliegenden Erlass erwähnten Gründen verliert, wird die Beteiligung des Versicherungsträgers im Verhältnis zu dem Teil berechnet, der aus dem im gesamten beruflichen Bruttoeinkommen verlorengegangenen Berufseinkommen unter Berücksichtigung des Ersatzeinkommens besteht.

§ 5. Die Deckung gilt einzig und allein für die Perioden der Arbeitslosigkeit, der Versetzung in den Wartestand und der Arbeitsunfähigkeit, die vor Ablauf der in Artikel 4 erwähnten fünfjährigen Periode beginnen.

Art. 8. Das Recht auf garantierte Leistungen erlischt :

- wenn der Höchstbetrag der Versicherungsbeteiligung, die im Artikel 5, § 7, des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensaufschlag bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit vorgesehen ist, erreicht wird;
- bei Ableben des Versicherungsnehmers.

Im Falle des Ablebens eines der Ehepartner oder einer der zwei Personen, die in einem eheähnlichen Verhältnis leben, und Schuldner derselben Lasten sind, wird die Rückerstattung der durch den Überlebenden geschuldeten Hypothekenlasten, den Gegenstand der Versicherungsbeteiligung bilden und dies im Verhältnis zu dem gesamten beruflichen Nettoeinkommen der Familie vor dem Ableben;

- im Fall einer gesamten Rückerstattung des Darlehens.

Art. 9. Die Garantie der Police findet keine Anwendung auf eine Arbeitsunfähigkeit, die sich :

a) aus einem Unfall oder einer durch eine ärztliche Prüfung nicht kontrollierbare Krankheit ergibt oder die an eine nervliche oder geistige Krankheit gebunden ist, die keine objektive Symptome aufweist, ausgenommen wenn deren Realität offenbar ist und gleichzeitig durch den Familienarzt und durch den Arzt des Versicherungsträgers anerkannt sind;

b) aus einer Krankheit oder aus Unfällen ergibt, die dem Versicherungsnehmer :

1. in einem Rauschzustand, bei einer alkoholischen Vergiftung oder unter Einfluss von Drogen, Narkotika, Rauschgiften, die ohne ärztliches Attest eingenommen worden sind, zugestossen sind, es sei denn, dass :

- der Versicherungsnehmer den Beweis erbringt, dass zwischen der Krankheit oder dem Unfall und den Umständen keine Kausalbeziehung besteht;
- der Versicherungsnehmer den Beweis erbringt, dass er unwissentlich Getränke oder Rauschmittel eingenommen hat oder, dass er dazu von einem Dritten gezwungen worden ist;

2. wegen direkten oder indirekten Alkoholismus, Süchtigkeit oder Missbrauch von Medikamenten zugestossen sind.

c) aus einer böswilligen Handlung des Versicherungsnehmers ergibt;

d) aus einer Selbstverstümmelung oder aus einem Selbstmordversuch ergibt;

e) aus einem Kriegsvorfall, sei es als Zivil, oder als Militärperson aus Zivilen Unruhen oder Aufruhr ergibt, ausgenommen wenn der Versicherungsnehmer nicht aktiv daran teilgenommen hat oder wenn er in Notwehr gehandelt hat;

f) aus der berufsmässigen Betreibung irgendeines Sports ergibt;

g) aus der Teilnahme an einem sportlichen Wettbewerb ergibt, bei dem Motorfahrzeuge gebraucht werden;

h) aus den Wintersporten ergibt, die als Wettbewerb ausgeübt werden;

i) aus der direkten oder indirekten Wirkung radioaktiver Substanzen oder der künstlichen Beschleunigungsverfahren der atomaren Teilchen ergibt;

j) aus einem Mord oder einem Mordversuch ergibt;

k) aus kühnen Handlungen, Wetten oder Herausforderungen ergibt;

l) aus einer Berufskrankheit oder einem Arbeitsunfall ergibt, im Falle von Lohnempfängern oder von statutarischen Personen.

Die Versicherung wird während des gesetzlichen Mutterschaftsurlaubs und der Unterbrechungen der Laufbahn aufgehoben.

Im Falle einer Arbeitsunfähigkeit, die sich über diese Perioden hinaus verlängert tritt die Deckung normalerweise in Kraft.

Art. 10. Unbeschadet des in Litera 9 des Artikels 9 vorgesehenen Anschlusses wird für Arbeitsunfähigkeiten gehaftet, die sich aus dem Gebrauch durch den Versicherungsnehmer jeglicher Transportmittel auf dem Land-, Wasser-, See- und Luftweg ergeben.

Was den Luftverkehr angeht, werden ausschliesslich die Arbeitsunfähigkeit garantiert, die sich aus dem Gebrauch durch den Versicherungsnehmer als Passagier — jeglicher Flugzeuge, Wasserflugzeuge oder Hubschrauber — ergeben könnten, in dem Masse wie sie zum Personentransport genehmigt sind und wie der Versicherungsnehmer nicht zur Besatzung gehört oder wie er während des Fluges keine berufliche oder sonstige Aktivitäten ausübt, die in Zusammenhang mit der Maschine oder dem Flug stehen.

Art. 11. Die in Artikel 6 erwähnten Leistungen, die die Folge einer Arbeitsunfähigkeit sind, werden gewährt, vorbehaltlich des Anrechts für den Versicherungsträger gegebenenfalls die Arbeitsfähigkeit des Versicherungsnehmers durch einen durch den ersteren anerkannten Arzt prüfen zu lassen.

Falls eine Uneinigkeit zwischen dem Arzt des Versicherungsnehmers und den des Versicherungsträgers besteht, müssen die betroffenen Parteien einen dritten Arzt aussuchen, der den Ausschlag geben wird. Falls man zu keiner Übereinstimmung über diese Ernennung gelangt, wird die Wahl durch den Vorsitzenden des Gerichts erster Instanz vorgenommen. Der dritte Arzt trifft eine Entscheidung, die unwiderruflich und endgültig ist. Die Unkosten der Ernennung des dritten Arztes und die Regelung seines Honorars werden für je eine Hälfte durch die zwei Parteien getragen.

Art. 12. Der Versicherungsträger wird in die Rechte und Handlungen der Versicherungsträger gegen jegliche verantwortliche Person eines Schadenfalles eingesetzt aus welcher Eigenschaft dieser auch immer Anlass zu einer Beteiligung gibt.

Art. 13. Vorliegender Erlass tritt am 1. Dezember 1986 in Kraft.

Brüssel, den 31. Dezember 1986.

Der Minister der wallonischen Region für Wohnungswesen und Aufsicht,
A. DALEM

—
VERTALING

—
WAALSE GEWEST

N. 87 — 665

31 DECEMBER 1986. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van de artikelen 4, § 2 en 5, § 3, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies ingevolge verlies van betrekking of werkongeschiktheid

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,

Gelet op de bijzonder wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1, § 3 en artikel 6, § 1, IV;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies ingevolge verlies van betrekking of werkongeschiktheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. Begunstigde.

Elke kredietinstelling bepaald in artikel 1, 4^o, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies of arbeidsongeschiktheid.

2. Verzekerde.

Elke natuurlijke persoon bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies of arbeidsongeschiktheid.

3. Deeltijdse betrekking.

De betrekking overeenstemmend met de helft van een voltijdse betrekking en die aan de bepalingen voorzien in artikel 171, *sexies*, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985 voldoet.

4. Terbeschikkingstelling.

De stand van non-activiteit van de titularis van een statutaire betrekking :

1^o wegens afschaffing van betrekking in het belang van de dienst;

2^o wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstontbekwaamheid ontstaat maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan deze voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid.

5. Bruto-beroepsinkomens.

Voor de toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies ingevolge van verlies van betrekking of werkongeschiktheid dient te worden verstaan onder bruto-beroepsinkomens de maandelijkse gemiddelde bruto-beroepsinkomens van de drie laatste maanden van volledig werk of van werkbekwaamheid wat de werknemers en de statutaire beambten betreft en de maandelijkse gemiddelde bruto-beroepsinkomens van het laatste afgesloten boekjaar die, wat de zelfstandigen betreft, op de belastingsaangifte voorkomen.

Art. 2. De verzekering heeft als opdracht de terugbetaling van de in artikel 3 beschreven lasten betreffende de periode waarin de verzekerde zijn beroepsinkomens ingevolge werkloosheid, terbeschikkingstelling of arbeidsongeschiktheid verliest.

Art. 3. Onder lasten dient exclusief te worden verstaan alle financiële lasten verschuldigd door de verzekerden gedurende één dekkingsjaar wegens de hypothecaire lening en de levensverzekering die er eventueel mee verbonden is.

Die lasten omvatten :

1. in geval van lening vergezeld van een gemengde levensverzekering :

- de volgens de vastgestelde termijnen in de leningsakte te betalen renten;
- de premie of de premiegedeelten voor de gemengde levensverzekering;

2. in de andere gevallen :

- de volgens de vastgestelde termijnen in de leningsakte te betalen renten;
- de terugbetaling of de reconstitutie van het kapitaal;
- de premie of de premiegedeelten voor de eventuele levensverzekering.

Art. 4. Voor iedere verzekerde heeft de dekking uitwerking de dag van de eerste heffing op de hypothecaire lening voor zover deze heffing wordt uitgevoerd na de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies ingevolge van verlies van betrekking of arbeidsongeschiktheid.

Het verzekeringsjaar geldt voor iedere verzekerde voor een periode van twaalf maanden met ingang van de datum waarop de dekking uitwerking heeft en op elke jaarlijkse vervaldag van die dekking.

De verzekering eindigt vijf jaar na het begin van de dekking en ten laatste op de gewone leeftijd van het wettelijk pensioen van de verzekerden onverminderd de in artikel 8 van dit besluit genoemde gevallen.

Art. 5. § 1. Het genot van de dekking wordt toegekend aan de personen die op het ogenblik waarop de verzekering voor hen van toepassing is :

- een voltijdse of deeltijdse betrekking in het kader van een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur als arbeider of bediende bekleden en de proefperiode of eventueel de stageperiode hebben beëindigd;

— een betrekking als vaste ambtenaar in een administratie of in een openbare of gelijksoortige instelling bekleeden en de eventuele stageperiode beëindigd hebben;

— in hoofdberoep als zelfstandige werken en die onderworpen zijn aan een regime van verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering bij toepassing van hoofdstuk I van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende het statuut van de zelfstandigen.

§ 2. De verzekerden moeten bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a) arbeidsgeschikt zijn;
- b) een hypothecaire lening hebben afgesloten bij een kredietinstelling bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies ingevolge verlies van betrekking of arbeidsongeschiktheid; die lening moet aan de in artikel 3 van hetzelfde besluit van de Executieve benoemde voorwaarden voldoen;
- c) in de leningsbrief voorkomen als voornaamste schuldenaar van de lasten of als hoofdelijke en/of ondeelbare medeschuldenaar van zijn echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont.

§ 3. In geval van verandering in de beroepsregeling blijft de interventie van de verzekeraar verworven en zal toegekend worden in functie van de regeling in werking op het ogenblik van de interventieaanvraag.

Art. 6. Onder voorbehoud van de in artikel 7 bepaalde bepalingen betreffende de wachttijd is de interventie van de verzekeraar gelijk aan 1/12e van de jaarlijkse lasten per volledige burgerlijke werkloosheids-, terbeschikkingstellings- of arbeidsongeschiktheidsmaanden. Voor maandgedeelten is interventie door de verzekeraar verschuldigd.

Art. 7. § 1. Onder wachttijd dient te worden verstaan de periode die begint de eerste dag van de maand die volgt op de maand gedurende welke het werkverlies, de terbeschikkingstelling of de arbeidsongeschiktheid plaatsheeft en die eindigt de laatste dag van de derde kalendermaand die volgt.

Als de duur van de werkloosheid, de terbeschikkingstelling of van de arbeidsongeschiktheid lager dan of gelijk is aan de wachttijd, wordt geen betaling voor die periode door de verzekeraar verschuldigd.

§ 2. Indien de werkloosheids- of de terbeschikkingsteldingsduur groter is dan de wachttijd, is de interventie van de verzekeraar, voor de twee laatste kalendermaanden van die termijn, gelijk aan 2/12e van de in artikel 3 beschreven lasten.

Indien de duur tussen twee perioden van werkloosheid of van terbeschikkingstelling waarvan de eerste aanleiding gaf tot een interventie van de verzekeraar, minder dan drie maanden bedraagt, wordt de wachttijd voor die nieuwe periode niet toegepast.

§ 3. Indien de duur van de arbeidsongeschiktheid of van de terbeschikkingstelling groter is dan de wachttijd, wordt de interventie van de verzekeraar als volgt berekend :

- voor loontrekkenden : 1/12e van de jaarlijkse lasten voor de laatste kalendermaand van de wachttijd;
- voor statutaire ambtenaren en zelfstandigen : 2/12e van de jaarlijkse lasten van de twee laatste kalendermaanden van de wachttijd.

Indien de duur tussen twee perioden van werkloosheid of van terbeschikkingstelling waarvan de eerste aanleiding gaf tot een interventie van de verzekeraar, minder dan drie maanden bedraagt, wordt de wachttijd voor die periode niet toegepast.

§ 4. Als de echtgenoten of twee personen die samenwonen, dezelfde hypothecaire lasten verschuldigd zijn en als één van hen zijn inkomens om één van de door dit besluit bedoelde redenen verliest, wordt de interventie van de verzekeraar berekend naar rata van het gedeelte dat het verloren beroepsinkomens, in het totaalbedrag van de bruto-beroepsinkomens van het echtpaar voorstelt rekening houdend met de vervangingsinkomens.

§ 5. De verzekeraar dekt alleen de perioden van werkloosheid, van terbeschikkingstelling of van arbeidsongeschiktheid die aanvangen aan het einde van de in artikel 4 bedoelde periode van vijf jaar.

De verzekering blijft uitwerking hebben binnen de perken van dit artikel voor elke periode van werkloosheid, van terbeschikkingstelling of van arbeidsongeschiktheid die tijdens de periode van vijf jaar begint en die onafgebroken na het vijfde jaar voortdurend aanvangt.

Art. 8. Het recht op de gegarandeerde uitkeringen eindigt :

— als het maximumbedrag van de verzekeringsinterventie bedoeld in artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies wegens arbeidsverlies of arbeidsongeschiktheid wordt bereikt;

— bij het overlijden van de verzekerde. In geval van overlijden van één van de echtgenoten of van één van de twee personen die samenwonen en die dezelfde lasten verschuldigd zijn, zal de verzekeringsinterventie als voorwerp hebben de terugbetaling van de door de langstlevende echtgenoot verschuldigde hypothecaire lasten naar rata van het gedeelte dat zijn inkomen in het totaalbedrag van de bruto-beroepsinkomens van het echtpaar voor het overlijden voorstellen;

— in geval van volledige terugbetaling van de lening.

Art. 9. De waarborg van de polis is niet van toepassing op een arbeidsongeschiktheid ten gevolge van :

a) ongeval of niet door medisch onderzoek controleerbare ziekte of in verband met een zenuw- of geestesaandoening die geen objectieve symptomen vertoont, uitgezonderd indien het bestaan ervan duidelijk is en tegelijk door de behandelende geneesheer en de geneesheer van de verzekeraar wordt erkend;

b) ziekte of ongeval overkomen aan de verzekerde :

1. in staat van dronkenschap, van alcoholische vergiftiging of onder de invloed van drugs, van narcotische of verdovende middelen behalve :

— indien de verzekerde bewijst dat er geen oorzakelijk verband bestaat tussen de ziekte of het ongeval en de omstandigheden ervan;

— indien de verzekerde het bewijs levert dat hij uit onwetendheid dranken of verdovende middelen gebruikt heeft of dat hij door een derde wordt verplicht die middelen te gebruiken;

2. door direct of indirect alcoholisme, toxicomanie of door overmatig gebruik van geneesmiddelen;

c) door kwaadwillig opzet van de verzekerde;

d) zelfverminkingen of zelfmoordpoging;

e) oorlogsgebeurtenis waaraan de verzekerde zowel als burger of als militair onderworpen was; burgerlijke onlusten of oproer behalve indien de verzekerde er geen werkzaam aandeel aan had of in geval van zelfverdediging;

f) het beroepshalve uitoefenen van een sport;

g) deelneming aan een sportwedstrijd waarvoor het gebruik van motorvoertuigen noodzakelijk zijn;

h) wintersporten uitgeoefend in competitie;

i) directe of indirecte weerslag van radioactieve stoffen of kunstmatige versnellingsprocédés van atoomdeeltjes;

j) misdaden of pogingen tot misdaad;

k) roekeloze daden, weddenschappen of uitdagingen;

l) beroepsziekte of arbeidsongeval in geval van loonwerkenden en statutaire personen.

De verzekering wordt tijdens het wettelijke moederschapsverlof of tijdens loopbaanonderbrekingen opgeschort.

Indien de arbeidsongeschiktheid langer duurt dan die perioden wordt de dekking gewoonlijk van kracht.

Art. 10. Ondanks de in lid *g* bedoelde uitsluitingen worden de arbeidsongeschiktheden ingevolge het gebruik door de verzekerde van alle landelijke, rivier-, zee- en luchtvervoermiddelen gewaarborgd.

Wat betreft het luchtvervoer worden alleen gewaarborgd de arbeidsongeschiktheden ingevolge het gebruik door de verzekerde, als passagier, van alle vliegtuigen, watervliegtuigen of helikopters behoorlijk gemachtigd voor het vervoer van personen voor zover de verzekerde geen bemanningslid is of hij tijdens de vlucht geen beroepsactiviteit of andere in betrekking met het vliegtuig of de vlucht uitoefent.

Art. 11. De in artikel 6 bedoelde uitkeringen ingevolge arbeidsongeschiktheid worden alleen toegekend onder voorbehoud dat de verzekeraar in voorkomend geval de arbeidsgeschiktheid van de verzekerde door een door hem erkende geneesheer kan gecontroleerd worden.

In geval van meningsverschil tussen de geneesheer van de verzekerde en de geneesheer van de verzekeraar zullen de partijen een derde geneesheer kiezen die een beslissing heft.

Bij gebrek aan overeenstemming over die aanwijzing zal de Voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van de verzekerde de derde geneesheer kiezen.

De derde geneesheer zal definitief en onherroepelijk beslissen. De aanwijzingskosten van de derde geneesheer en de vereffening van zijn honorarium zullen voor de helft door de twee partijen betaald worden.

Art. 12. De verzekeraar treedt in alle rechten en handelingen van de verzekerden, gesteld tegen elk persoon die verantwoordelijk is voor een ramp die recht geeft tot een interventie ongeacht de aard van de ramp.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 december 1986.

Brussel, 31 december 1986.

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,
A. DALEM

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

25 MARS 1987. — Arrêté royal portant nomination des membres de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, notamment les articles 28 à 41;

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif à la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sur la proposition du Ministre de la Justice sont nommés :

1° président de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence : M. V. Van Honsté, procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles;

2° président suppléant de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence : M. P. Thomas, avocat général près la Cour d'appel de Mons;

3° vice-président de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence : M. J.-J. Willems, conseiller à la Cour d'appel de Liège;

4° vice-président suppléant de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence : M. A. Castermans, conseiller à la Cour d'appel de Gand;

5° membres de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence :

M. G. Kirschen, doyen honoraire de l'Ordre national des avocats;

M. F. Erdman, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Anvers;

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

25 MAART 1987. — Koninklijk besluit tot benoeming van de leden van de Commissie voor Hulp aan Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen inzonderheid op de artikelen 28 tot 41;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de Commissie voor Hulp aan Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Op de voordracht van de Minister van Justitie worden benoemd :

1° tot voorzitter van de Commissie voor Hulp aan Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden : de heer V. Van Honsté, procureur-generaal bij het Hof van beroep te Brussel;

2° tot plaatsvervangend voorzitter van de Commissie voor Hulp aan Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden : de heer P. Thomas, advocaat-generaal bij het Hof van beroep te Bergen;

3° tot ondervoorzitter van de Commissie voor Hulp aan Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden : de heer J.-J. Willems, raadsheer in het Hof van beroep te Luik;

4° tot plaatsvervangend ondervoorzitter van de Commissie voor Hulp aan Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden : de heer A. Castermans, raadsheer in het Hof van beroep te Gent;

5° tot leden van de Commissie voor Hulp aan Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden :

de heer G. Kirschen, ere-deken van de Nationale Orde van Advocaten;

de heer F. Erdman, oudstafhouder van de Orde van Advocaten te Antwerpen;